

Observatoire Nantais des Libertés

COMMUNIQUÉ

Le 22 décembre 2021

Occupants, pas délinquants

Des personnes des collectifs « Maison du peuple » et « Base (d'action sociale et écologique) », voulant notamment mettre en place un lieu d'hébergement d'urgence pour les personnes à la rue, sont rentrées dans la nuit de dimanche à lundi dans l'ancien collège Notre-Dame-du-Bon-Conseil à Nantes.

Les occupants ont été expulsés du lieu par la police ce lundi 20 décembre. Des coups de matraque ont été donnés, des grenades tirées. Douze personnes ont été interpellées et placées en garde à vue.

Ces personnes ont occupé un lieu qui certes ne leur appartient pas, mais est désaffecté depuis 2014 et est destiné à être démoli.

L'expulsion de ce même lieu le 28 juillet dernier n'avait pas donné lieu à des arrestations, ni celle d'un bâtiment vide rue de Gigant le 30 octobre suite à son occupation par les mêmes collectifs.

Pour l'*Observatoire nantais des libertés (ONL)*, la manière dont cette dernière expulsion s'est déroulée suivie de nombreuses interpellations est disproportionnée et donne à penser que les forces de l'ordre veulent intimider les occupants. Sinon, pourquoi arrêter et mettre en garde à vue ces militantes et militants pendant une journée ?

L'*ONL* réaffirme que les acteurs de la société civile, ici des personnes qui demandent notamment le respect du droit à l'hébergement, ne doivent pas être traités comme des délinquants et demande que l'action de ces personnes ne soit pas « criminalisée ».

L'*Observatoire nantais des libertés* avec les associations Association Républicaine des Anciens Combattants, Attac, Droit au logement, France Palestine Solidarité, Ligue de l'Enseignement-Fédération des Amicales Laïques, Ligue des droits de l'Homme, Maison des Citoyens du Monde, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples, Mouvement National de Lutte pour l'Environnement, Syndicat de la Médecine Générale, Syndicat des Avocats de France, Tissé Métisse l'Association

ONL@rezocitoyen.net